

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het vierde lid van artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen wordt vervangen als volgt :

« Bovendien mogen die toelagen alleen voor het huren van een al dan niet ingerichte standoppervlakte van 6 m<sup>2</sup> tot 50 m<sup>2</sup> gefactureerd door de organisator van het gekozen evenement toegekend worden. ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016.

**Art. 3.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitalisering,  
J.-C. MARCOURT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/201185]

**25 FEVRIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et relatif aux valeurs seuils appliquées pour l'évaluation de la qualité des masses d'eau souterraine**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles D. 6-1, inséré par le décret du 13 octobre 2011, D. 19, § 1<sup>er</sup>, D.24, § 1<sup>er</sup> et D.173;

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative au aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, l'article D.8, § 3;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, rendu le 30 septembre 2015;

Vu l'avis 58.720/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 janvier 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à des adaptations techniques des critères d'évaluation de la qualité des masses d'eau souterraine;

Considérant que de nouvelles menaces pour la qualité des eaux souterraines sont apparues au cours du premier cycle des plans de gestion des bassins hydrographiques wallons, adoptés conformément aux articles D. 24 et s. du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, et qu'il y a lieu d'y faire face;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la Directive 2014/80/UE de la Commission du 20 juin 2014 modifiant l'annexe II de la Directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration, révisé et complète les critères et règles à appliquer pour l'évaluation de la qualité des masses d'eau souterraine en vue des deuxièmes plans de gestion des districts hydrographiques.

**Art. 2.** L'article R.43ter-3, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> au 1<sup>o</sup>, les mots « partie A I. » sont remplacés par les mots « partie A »;

2<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, les mots « énoncées à l'annexe XIV, partie A II et » sont abrogés et la phrase suivante est insérée : « A défaut, pour l'autorité de bassin, de fixer ces valeurs seuils, elles sont réputées identiques aux valeurs de critères énoncées à l'annexe XIV, partie B I. »

**Art. 3.** L'article R.165, § 2, 2<sup>o</sup>, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> si le Ministre constate que la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction, augmente et excède, en moyenne annuelle, dans les eaux réceptrices :

- 30 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1<sup>o</sup>, pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle, ou

- 30 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1<sup>o</sup>, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances, ou

- 30 % des valeurs seuils des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 2<sup>o</sup>,

il diligente un contrôle d'enquête visant à préciser le dépassement et à en cerner l'origine. Si ce dépassement est lié à des pratiques non conformes à une ou des législations existantes, il prend les mesures visant à faire respecter celles-ci. Dans le cas où le dépassement n'est pas lié à un non respect d'une obligation légale, le Ministre peut proposer, et en concertation avec les secteurs concernés, des mesures d'encadrement et incitatives adéquates visant à modifier certaines pratiques agricoles, domestiques et autres afin de limiter l'introduction de pesticides dans les eaux souterraines jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues sous les 30 % des normes de qualité ou valeurs seuils des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, et soient maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins. Les mesures proposées sont proportionnées et intègrent le résultat d'une évaluation de leurs impacts socio-économiques sur les secteurs concernés.

A défaut de précision particulière, les mesures prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre.

Si le Ministre constate que la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction, excède, en moyenne annuelle, dans les eaux réceptrices :

- 75 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1<sup>o</sup>, pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle, ou

- 75 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1<sup>o</sup>, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances, ou

- 75 % des valeurs seuils des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 2<sup>o</sup>,

il prend, après contrôle d'enquête, et en concertation avec les secteurs concernés, des mesures renforcées tenant compte des contraintes agronomiques, pouvant aller jusqu'à l'interdiction d'application des produits pesticides concernés afin d'empêcher l'introduction de pesticides dans les eaux souterraines jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues sous les 75 % des normes de qualité et valeurs seuils des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, et soient maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins.

A défaut de précision particulière, les mesures prévues à l'alinéa 3 s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre.

**Art. 4.** A l'annexe XI de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans la partie du tableau relative aux métaux extractibles, la ligne suivante est insérée entre la ligne « Chrome » et la ligne « Cuivre » :

	3610	Chrome hexavalent (si [Cr total] > 5 µg/l)	Cr6+	µg/l	1
--	------	--------------------------------------------	------	------	---

2<sup>o</sup> la partie du tableau relative aux pesticides est remplacée comme suit :

Pesticides et leurs métabolites :					
	4421	2,4-dichlorophénoxyacétate	2,4-D	ng/l	25
	4483	2,6 - dichlorobenzamide	BAM	ng/l	50
	4418	2-méthyl, 4-chlorophénoxyacétate	MCPA	ng/l	25
	4403	Atrazine		ng/l	25
	4426	Bentazone		ng/l	25
	4416	Bromacile		ng/l	25
	4427	Chloridazon*		ng/l	25
	4618	Chloridazon desphenyl**	MET-B	ng/l	100
	4497	Chlorothalonil ESA**	VIS-01	ng/l	100
	4411	Chlortoluron		ng/l	25
	4436	Déisopropyl Atrazine		ng/l	45
	4404	Déséthyl Atrazine		ng/l	25
	4408	Diuron		ng/l	25
	4442	Endosulfan*		ng/l	2
	4433	Glyphosate*		ng/l	50
	4410	Isoproturon		ng/l	25
	4401	Lindane*		ng/l	10
	4499	Métazachlore ESA**	BH479-4	ng/l	100
	4622	S-Métolachlore*		ng/l	25
	4620	Métolachlore ESA**	CGA354743	ng/l	100
	4407	Métribuzin		ng/l	25
	4405	Simazine		ng/l	25
	4435	Terbutylazine		ng/l	25

3<sup>o</sup> sous le tableau, est ajoutée, après la note « \*uniquement dans les eaux de surface » une seconde note libellée comme suit : « \*\*uniquement dans les eaux souterraines et à partir d'une date fixée par le Ministre courant 2017 ».

**Art. 5.** A l'annexe XIV de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° la partie A est modifiée comme suit :

- l'intitulé « Critères de qualité des eaux souterraines » est remplacé par l'intitulé « Normes de qualité des eaux souterraines »;

- l'intitulé « I. Normes de qualité des eaux souterraines » est supprimé;

- l'ensemble du point II, intitulé « II. Valeurs seuils applicables aux eaux souterraines », est supprimé;

2° le point I de la partie B est modifié comme suit :

- le paragraphe 2 est remplacé comme suit : « § 2. Les valeurs seuils sont établies au niveau de la portion du district hydrographique international située sur le territoire wallon ou au niveau d'une masse d'eau ou d'un groupe de masses d'eau souterraine particulier »;

- est ajouté un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Les valeurs seuils sont établies à partir des valeurs des critères retenus pour l'évaluation de la qualité des eaux souterraines indiqués dans le tableau suivant :

« Valeurs de critères applicables en Wallonie :

Polluants d'origine naturelle ou anthropique :	Critère prépondérant	Valeur
Arsenic*	Santé humaine (eau potable)	10 µg/l
Cadmium	Protection des écosystèmes	3 µg/l
Chrome VI (hexavalent)	Santé humaine (eau potable)	9 µg/l
Cuivre	Protection des écosystèmes	100 µg/l
Mercure	Santé humaine (eau potable)	1 µg/l
Nickel*	Santé humaine (eau potable)	20 µg/l
Plomb	Santé humaine (eau potable)	10 µg/l
Zinc	Protection des écosystèmes	200 µg/l
Ammonium (expression NH <sub>4</sub> )*	Santé humaine (eau potable)	0,5 mg/l
Chlorures	Principe de précaution	150 mg/l
Cyanures totaux	Santé humaine (eau potable)	50 µg/l
Nitrates (masses d'eau RWM100, RWR101, RWM102 et RWM103)	Protection des écosystèmes	25 mg/l
Nitrites (expression NO <sub>2</sub> )	Santé humaine (eau potable)	0,1 mg/l
Phosphore total (expression P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> )	Protection des écosystèmes	1,15 mg/l
Phosphore total (masses d'eau RWM100, RWR101, RWM102 et RWM103)	Protection des écosystèmes (eutrophisation des cours d'eau)	0,46 mg/l
Sulfates*	Santé humaine (eau potable)	250 mg/l
<b>Substances artificielles confirmées comme polluants :</b>		
2,6-dichlorobenzamide (BAM)	Principe de précaution	0,5 µg/l
Chlorothalonil ESA (métabolite VIS-01)	Principe de précaution	1,5 µg/l
Métazachlore ESA (forme sulfonique acide)	Principe de précaution	1,5 µg/l
Méthyl-terbuthylether (MTBE)	Principe de précaution	30 µg/l
Tétrachloréthylène	Santé humaine (eau potable)	4 µg/l
Trichloréthylène	Santé humaine (eau potable)	7 µg/l
1,2-Dichloréthylène	Principe de précaution	5 µg/l
Chlorure de vinyle	Protection des écosystèmes	0,25 µg/l

Notes :

1. Pour les paramètres notés \*, la valeur seuil peut être majorée pour certaines masses d'eau souterraine en vue de tenir compte de la concentration de référence si celle-ci est supérieure à la valeur de critère;

2. Pour les paramètres dont le critère retenu est la santé humaine, la valeur seuil applicable aux prises d'eau potabilisable peut être réduite pour disposer d'une marge de sécurité permettant d'éviter tout dépassement des valeurs paramétriques applicables à l'eau destinée à la consommation humaine;

3. Pour les paramètres dont le critère retenu est la protection des écosystèmes, la valeur seuil ne peut être adaptée pour certaines masses d'eau souterraine que si des considérations spécifiques concernant les états chimiques et écologique des eaux de surface associées ainsi que l'intégrité des écosystèmes terrestres dépendants permettent de le justifier;

4. Pour les paramètres dont le critère retenu est le principe de précaution, la valeur seuil applicable pour toute masse d'eau souterraine est identique à la valeur de critère;

5. Les valeurs seuils concernant les métaux portent sur le métal extractible, c'est-à-dire mesuré sur échantillon non filtré et acidifié à pH <2;

6. Pour les métaux et les paramètres "nitrates", "chlorures" et "sulfates", l'incertitude de mesure ( $k = 2$ ) ne peut excéder 25 % de la valeur seuil. »;

3° le point II de la partie B. est remplacé par ce qui suit :

**« II. Orientations relatives à l'établissement de valeurs seuils**

L'autorité de bassin établit des valeurs seuils pour tous les polluants et indicateurs de pollution qui, en vertu de la caractérisation menée en vertu de l'article D.17, §§ 1<sup>er</sup> et 7, caractérisent les masses ou les groupes de masses d'eau souterraine comme risquant de ne pas présenter un bon état chimique.

Les valeurs seuils sont fixées de façon à ce que, si les résultats de la surveillance obtenus à un point de surveillance représentatif dépassent les seuils, cela indique que l'une ou plusieurs des conditions nécessaires pour que les eaux souterraines présentent un bon état chimique, visées à la partie C., I., 3°, b), c) et d) de la présente annexe, risquent de ne pas être remplies.

Lorsqu'elle établit les valeurs seuils, l'autorité de bassin tient compte des orientations ci-après:

1. La fixation des valeurs seuils prend en compte les éléments suivants:

a) l'étendue des interactions entre les eaux souterraines et les écosystèmes aquatiques associés et les écosystèmes terrestres dépendants;

b) les entraves aux utilisations ou fonctions légitimes, présentes ou à venir, des eaux souterraines;

c) tous les polluants caractérisant les masses d'eau souterraine comme étant à risque, la liste minimale définie au point III étant prise en considération;

d) les caractéristiques hydrogéologiques, y compris les informations sur les concentrations de référence et le bilan hydrologique.

2. La fixation des valeurs seuils tient compte de l'origine des polluants ainsi que de la présence naturelle éventuelle, de la toxicologie et du profil de dispersion, de la persistance et du potentiel de bioaccumulation de ces polluants.

3. Chaque fois que des concentrations de référence élevées de substances ou d'ions ou de leurs indicateurs sont enregistrées pour des raisons hydrogéologiques naturelles, ces concentrations de référence de la masse d'eau souterraine concernée sont prises en compte lors de l'établissement des valeurs seuils. Pour fixer les concentrations de référence, les principes suivants sont à prendre en considération:

a) la fixation des concentrations de référence se fonde sur la caractérisation des masses d'eau souterraine effectuée en vertu de l'article D.17-1, § 2 ainsi que sur les résultats de la surveillance menée conformément au point II de l'annexe IV de la partie réglementaire. La stratégie de surveillance et l'interprétation des données tient compte du fait que les conditions de circulation et les propriétés chimiques des eaux souterraines connaissent des variations aussi bien latérales que verticales;

b) lorsque les données de surveillance des eaux souterraines ne sont pas disponibles en quantité suffisante, il convient de rassembler davantage de données et, dans l'intervalle, de fixer les concentrations de référence à partir de ces données de surveillance limitées, le cas échéant à l'aide d'une méthode simplifiée utilisant un sous-ensemble d'échantillons pour lesquels les indicateurs ne révèlent aucune influence de l'activité humaine. Il y a lieu de prendre également en considération les informations sur les transferts et les processus géochimiques, lorsqu'elles sont disponibles;

c) en cas de données insuffisantes sur la surveillance des eaux souterraines et d'informations limitées sur les transferts et processus géochimiques, il convient de rassembler davantage de données et d'informations et, dans l'intervalle, d'effectuer une estimation des concentrations de référence, le cas échéant en se fondant sur des résultats statistiques de référence pour le même type de nappes aquifères situées dans d'autres zones pour lesquelles suffisamment de données de surveillance sont disponibles;

4. La fixation des valeurs seuils est appuyée par un mécanisme de contrôle des données collectées, fondé sur l'évaluation de la qualité des données, des considérations analytiques ainsi que les niveaux de fond pour les substances qui peuvent à la fois être naturellement présentes et résulter d'activités humaines.

5. La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau tient compte de l'ensemble de ces orientations dans chaque projet de plan de gestion des bassins hydrographiques wallons et vérifie la cohérence des valeurs seuils à l'aide du système d'évaluation de la qualité des eaux souterraines SEQEso. »;

4° au point 1° du point III de la partie B., le signe « . » est remplacé par les mots « , Nitrites, Phosphore total / Phosphates (au choix). »;

5° le point IV de la partie B. est remplacé par ce qui suit :

**« IV. Informations à fournir en ce qui concerne les polluants et leurs indicateurs pour lesquels des valeurs seuils ont été établies**

Les plans de gestion des bassins hydrographiques wallons établis conformément à l'article D.24, reprennent des informations sur la manière dont la procédure définie à la partie B., II de la présente annexe a été appliquée.

Le plan de gestion contient en particulier :

a) des informations sur chaque masse ou groupe de masses d'eau souterraine définie comme étant à risque, avec au minimum les données suivantes:

i) la taille des masses d'eau;

ii) chaque polluant ou indicateur de pollution qui caractérise les masses d'eau souterraine comme étant à risque;

iii) les objectifs de qualité environnementale auxquels le risque est lié, y compris les utilisations ou fonctions légitimes, qu'elles soient réelles ou potentielles, de la masse d'eau souterraine, et la relation entre les masses d'eau souterraine et les eaux de surface associées ainsi que les écosystèmes terrestres directement dépendants;

iv) dans le cas des substances naturellement présentes, les niveaux de fond naturels dans les masses d'eau souterraine;

- v) des informations sur les dépassements lorsque les valeurs seuils sont dépassées.
- b) les valeurs seuils, qu'elles s'appliquent au niveau régional, au niveau du district hydrographique, à la portion du district hydrographique international située sur le territoire wallon, ou encore au niveau d'une masse d'eau ou d'un groupe de masses d'eau souterraine particulier;
- c) la relation entre les valeurs seuils et chacun des éléments suivants:
- i) dans le cas de substances naturellement présentes, les concentrations de référence observées;
  - ii) les eaux de surfaces associées et les écosystèmes terrestres directement dépendants;
  - iii) les objectifs de qualité environnementale et les autres normes de protection des eaux en vigueur au niveau national, au niveau de l'Union ou au niveau international;
  - iv) toute information pertinente concernant la toxicologie, l'écotoxicologie, la persistance, le potentiel de bioaccumulation et le profil de dispersion des polluants;
- d) la méthode de fixation des concentrations de référence fondée sur les principes énoncés au point 3 de la partie B., II, de la présente annexe;
- e) les motifs de l'absence de valeurs seuils pour les polluants et indicateurs mentionnés dans la partie B., III, de la présente annexe;
- f) les principaux éléments de l'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines, avec au minimum le niveau, la méthode et la période d'agrégation des résultats de surveillance, la définition de la portée acceptable de dépassement et la méthode permettant de la calculer, conformément à la partie C., I., 3<sup>o</sup>, a., et à la partie C., II, 3., de la présente annexe.

La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, fournit les données visées aux points a) à f).

Si aucune des données visées aux points a) à f) ne figure dans les plans de gestion de district hydrographique, l'autorité de bassin motive cette absence de données dans les plans en question. ».

**Art. 6.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 25 février 2016.

Le Ministre-président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,  
des Aéroports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/201185]

#### 25. FEBRUAR 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und über die für die Bewertung der Qualität der Grundwasserkörper angewandten Schwellenwerte

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D. 6-1, eingefügt durch das Dekret vom 13. Oktober 2011, D. 19 § 1<sup>er</sup>D. 24 § 1 und D.173;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, Artikel D.8, § 3;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des am 30. September 2015 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 18. Januar 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.720/4 des Staatsrats;

Aufgrund des Berichts zur Beurteilung der Auswirkungen der Maßnahmen auf die jeweilige Situation der Männer und Frauen;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Kriterien zur Bewertung der Qualität der Grundwasserkörper technisch anzupassen;

In der Erwägung, dass im Laufe des ersten Zyklus der gemäß den Artikeln D. 24 und ff. des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, verabschiedeten Bewirtschaftungspläne der wallonischen Einzugsgebiete neue Bedrohungen aufgetaucht sind und dass diesen entgegengetreten werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Hinblick auf die zweiten Bewirtschaftungspläne der Einzugsgebiete wird durch den vorliegenden Erlass die Richtlinie 2014/80/EU der Kommission vom 20. Juni 2014 zur Änderung von Anhang II der Richtlinie 2006/118/EG des Europäischen Rates zum Schutz des Grundwassers vor Verschmutzung und Verschlechterung umgesetzt und werden die Kriterien und Regeln, die zur Bewertung der Qualität der Grundwasserkörper anzuwenden sind, revidiert und ergänzt.

**Art. 2** - Artikel R.43ter-3 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009, wird folgendermaßen abgeändert:

1<sup>o</sup> in Ziffer 1<sup>o</sup> wird der Wortlaut "Teil A I." durch den Wortlaut "Teil A" ersetzt;

2<sup>o</sup> in Ziffer 2<sup>o</sup> werden die Wörter "in der Anlage XIV angeführt, Teil A II und" aufgehoben und wird folgender Satz eingefügt: "Wenn die Einzugsgebietsbehörde diese Schwellenwerte nicht festgelegt hat gelten sie als identisch mit den in Anhang XVI, Teil B I. angeführten Kriterienwerten."

**Art. 3** - Artikel R.165 § 2 Ziffer 2° des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

2° wenn der Minister feststellt, dass die Konzentration an Wirkstoffen der Pestizide, sowie an deren Metaboliten, relevanten Abbau- und Reaktionsprodukten, im Jahresdurchschnitt in den aufnehmenden Wasserkörpern folgendermaßen zunimmt und überschritten wird:

- 30 % der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 1° erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft oder
- 30 % der in Artikel 43ter-3, 1° erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft oder
- 30 % der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 2° erwähnten Grundwasserschwellenwerte,

leitet er eine Überwachung zwecks der Ermittlung der genauen Überschreitung und deren Ursprung ein. Wenn diese Überschreitung mit Praktiken zusammenhängt, die nicht mit einer oder mehreren bestehenden Gesetzgebungen im Einklang stehen, trifft er die für deren Einhaltung bestimmten Maßnahmen. Falls die Überschreitung nicht mit der Nichteinhaltung einer gesetzlichen Verpflichtung zusammenhängt, kann der Minister in Absprache mit den betroffenen Sektoren angemessene begleitende und anregende Maßnahmen vorschlagen, die auf die Änderung gewisser Praxen in der Landwirtschaft, in den Haushalten und anderswo abzielen, um die Einleitung von Pestiziden in das Grundwasser einzuschränken, bis dass die Gehalte unter 30 % der in Artikel R.43ter-3 erwähnten Qualitätsnormen oder Schwellenwerte des Grundwassers zurückfallen und mindestens fünf Jahre auf diesem Stand gehalten werden. Die vorgeschlagenen Maßnahmen sind verhältnismäßig und beziehen das Ergebnis einer Bewertung ihrer sozialwirtschaftlichen Auswirkungen auf die betroffenen Sektoren ein.

Wenn keine besonderen Angaben vorliegen, sind die in Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

Wenn der Minister feststellt, dass die Konzentration an Wirkstoffen der Pestizide, sowie an deren Metaboliten, relevanten Abbau- und Reaktionsprodukten, im Jahresdurchschnitt in den aufnehmenden Wasserkörpern:

- 75 % der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 1° erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft, oder
- 75 % der in Artikel 43ter-3, 1° erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft, oder
- 75 % der in Artikel R.43ter-3 Ziffer 2° erwähnten Grundwasserschwellenwerte

überschreitet, kann er nach Überwachung zu Ermittlungszwecken und in Absprache mit den betroffenen Sektoren verstärkte Maßnahmen unter Berücksichtigung der agronomischen Einschränkungen treffen, die bis zum Verbot der Verwendung der betreffenden schädlingsbekämpfenden Mittel führen können, um die Einleitung von Pestiziden in das Grundwasser zu verhindern, bis dass die Gehalte unter 75 % der in Artikel R.43ter-3 erwähnten Qualitätsnormen und Schwellenwerte des Grundwassers zurückfallen und mindestens fünf Jahre auf diesem Stand gehalten werden.

Wenn keine besonderen Angaben vorliegen, sind die in Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

**Art. 4** - In Anhang XI des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in dem Teil der Tabelle über die extrahierbaren Metalle wird folgende Linie zwischen die Linie "Chrom" und die Linie "Kupfer" eingefügt:

3610	Hexavalentes Chrom (wenn [Cr insgesamt] > 5 µg/l)	Cr6+	µg/l	1
------	---------------------------------------------------	------	------	---

2° der Teil de Tabelle über die Pestizide wird folgendermaßen ersetzt:

Pestizide und ihre Metaboliten:					
4421	2,4-Dichlorophenoxyacetat	2,4-D	ng/l	25	
4483	2,6 - Dichlorobenzamid	BAM	ng/l	50	
4418	2-Methyl,4-Chlorphenoxyacetat	MCPA	ng/l	25	
4403	Atrazin		ng/l	25	
4426	Bentazon		ng/l	25	
4416	Bromazil		ng/l	25	
4427	Chloridazon*		ng/l	25	
4618	Chloridazon desphenyl**	MET-B	ng/l	100	
4497	Chlorothalonil ESA**	VIS-01	ng/l	100	
4411	Chlortoluron		ng/l	25	
4436	Déisopropylatrazin		ng/l	45	
4404	Desethyl-Atrazin		ng/l	25	
4408	Diuron		ng/l	25	
4442	Endosulfan*		ng/l	2	
4433	Glyphosat*		ng/l	50	
4410	Isoproturon		ng/l	25	
4401	Lindan*		ng/l	10	
4499	Métazachlor ESA**	BH479-4	ng/l	100	

Pestizide und ihre Metaboliten:					
	4622	S-Metolachlor*		ng/l	25
	4620	Metolachlor ESA**	CGA354743	ng/l	100
	4407	Metribuzin		ng/l	25
	4405	Simazin		ng/l	25
	4435	Terbuthylazin		ng/l	25

3° unter die Tabelle wird nach der Anmerkung: "\*nur im Oberflächenwasser" eine zweite Anmerkung mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: "\*\*\*nur im Oberflächenwasser und ab einem vom Minister im Laufe des Jahres 2017 festgesetzten Datum".

**Art. 5** - In Anhang XIV des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Teil A wird folgendermaßen abgeändert:

- der Titel "Qualitätskriterien des Grundwassers" wird durch den Titel "Qualitätsnormen des Grundwassers" ersetzt;

- der Titel "I. Qualitätsnormen des Grundwassers" wird gestrichen;

- der gesamte Punkt II mit dem Titel "II. Auf Grundgewässer anwendbare Schwellenwerte" wird gestrichen.

2° Punkt I des Teils B wird folgendermaßen abgeändert:

- Paragraph 2 wird folgendermaßen ersetzt: "§ 2. Die Schwellenwerte werden auf Ebene des auf dem wallonischen Gebiet gelegenen Teils der internationalen Flussgebietseinheit oder auf Ebene eines Grundwasserkörpers oder einer Gruppe von Grundwasserkörpern festgelegt";

- Es wird ein Paragraph 6 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"§ 6. Die Schwellenwerte werden auf der Grundlage der in der nachstehenden Tabelle angeführten und für die Bewertung der Grundwasserqualität in Betracht gezogenen Kriterienwerte festgelegt:

"In der Wallonie anwendbare Kriterienwerte:

Schadstoffe natürlichen oder anthropogenen Ursprungs:	Überwiegendes Kriterium	Wert
Arsen*	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	10 µg/l
Cadmium	Schutz der Ökosysteme	3 µg/l
Chrom VI (hexavalent)	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	9 µg/l
Kupfer	Schutz der Ökosysteme	100 µg/l
Quecksilber	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	1 µg/l
Nickel*	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	20 µg/l
Blei	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	10 µg/l
Zink	Schutz der Ökosysteme	200 µg/l
Ammonium (Angabe NH <sub>4</sub> )*	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	0,5 mg/l
Chloride	Vorsorgeprinzip	150 mg/l
Gesamtcyanide	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	50 µg/l
Nitrate (Wasserkörper RWM100, RWR101, RWM102, RWM103)	Schutz der Ökosysteme	25 mg/l
Nitrite (Angabe NO <sub>2</sub> )	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	0,1 mg/l
Gesamtphosphor (Angabe P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> )	Schutz der Ökosysteme	1,15 mg/l
Gesamtphosphor (Wasserkörper RWM100, RWR101, RWM102 und RWM103)	Schutz der Ökosysteme (Eutrophierung der Wasserläufe)	0,46 mg/l
Sulfate*	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	250 mg/l
<b>Als Schadstoffe nachgewiesene synthetische Stoffe:</b>		
2,6-Dichlorobenzamide (BAM)	Vorsorgeprinzip	0,5 µg/l
Chlorothalonil ESA (Metabolit VIS-01)	Vorsorgeprinzip	1,5 µg/l
Metazachlor ESA (in der Sulfonsäureform)	Vorsorgeprinzip	1,5 µg/l
Methyl-Tert-Butyl-Ether (MTBE)	Vorsorgeprinzip	30 µg/l
Tetrachlorethylen	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	4 µg/l
Trichlorethylen	Menschliche Gesundheit (Trinkwasser)	7 µg/l
1,2-Dichlorethylen	Vorsorgeprinzip	5 µg/l
Vinylchlorid	Schutz der Ökosysteme	0,25 µg/l

Anmerkungen:

1. Für die Parameter mit einem Sternchen (\*) kann der Schwellenwert für bestimmte Grundwasserkörper erhöht werden, um den Hintergrundwert zu berücksichtigen, wenn dieser einen höheren Wert hat;
2. Für die Parameter, deren in Betracht gezogener Kriterium die menschliche Gesundheit ist, kann der auf die Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser anwendbare Schwellenwert verringert werden, um über eine Sicherheitsspanne zu verfügen, durch die jegliche Überschreitung der auf das zum menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser anwendbaren Parameterwerte vermieden werden kann;
3. Für die Parameter, deren in Betracht gezogener Kriterium der Schutz der Ökosysteme ist, kann der Schwellenwert auf bestimmte Grundwasserkörper nur angepasst werden, wenn spezifische Erwägungen betreffend den chemischen und ökologischen Zustand der mit ihnen verbundenen Oberflächengewässer sowie die Unversehrtheit der grundwasserabhängigen Landökosysteme dies rechtfertigen können;
4. Für die Parameter, deren in Betracht gezogener Kriterium das Vorsorgeprinzip ist, ist der für jeden Grundwasserkörper anwendbare Schwellenwert mit dem Kriteriumwert identisch;
5. Die Schwellenwerte für Metalle beziehen sich auf extrahierbares Metall, das heißt auf ungefilterter Probe gemessen und auf pH <2 angesäuert;
6. Für die Metalle und die Parameter "Nitrate", "Chloride" und "Sulfate" darf die Messunsicherheit (k=2) 25 % des Schwellenwerts nicht übersteigen.;

3° Punkt II des Teils B wird durch Folgendes ersetzt:

#### **"II. Leitlinien für die Festlegung von Schwellenwerten**

Die Einzugsgebietsbehörde legt Schwellenwerte für alle Schadstoffe und Verschmutzungsindikatoren fest, die nach der gemäß Artikel D.17 §§ 1 bis 7 durchgeführten Analyse dazu führen, dass Grundwasserkörper oder Gruppen von Grundwasserkörpern als solche ausgewiesen werden, für die die Gefahr besteht, einen guten chemischen Grundwasserzustand nicht zu erreichen.

Die Schwellenwerte werden so festgelegt, dass deren Überschreitung in den Überwachungsergebnissen einer repräsentativen Überwachungsstelle auf die Gefahr hindeutet, dass eine oder mehrere Voraussetzungen für einen guten chemischen Zustand des Grundwassers gemäß Teil C I, 3°, b), c) und d) des vorliegenden Anhangs nicht erfüllt werden.

Bei der Festlegung der Schwellenwerte hält sich die Einzugsgebietsbehörde an folgende Leitlinien:

1. Die Festlegung der Schwellenwerte sollte auf folgenden Faktoren beruhen:
  - a) Ausmaß der Wechselwirkungen zwischen dem Grundwasser und den verbundenen aquatischen sowie den abhängigen terrestrischen Ökosystemen;
  - b) Beeinträchtigungen der tatsächlichen oder potenziellen legitimen Nutzungen oder Funktionen des Grundwassers;
  - c) alle Schadstoffe, die unter Berücksichtigung der in Punkt III enthaltenen Mindestliste die Grundwasserkörper als gefährdet ausweisen;
  - d) hydrogeologische Gegebenheiten, einschließlich der Informationen über Hintergrundwerte und Wasserhaushalt.
2. Bei der Festlegung der Schwellenwerte sollten auch der Ursprung der Schadstoffe, ihr etwaiges natürliches Auftreten, ihre Toxikologie und Dispersionsneigung, ihre Persistenz und ihr Bioakkumulationspotenzial berücksichtigt werden.
3. Treten aufgrund natürlicher hydrogeologischer Gegebenheiten erhöhte Hintergrundwerte von Stoffen oder Ionen oder ihren Indikatoren auf, so werden diese Hintergrundwerte im jeweiligen Grundwasserkörper bei der Festlegung von Schwellenwerten berücksichtigt. Um die Hintergrundwerte festzulegen, sind folgende Grundsätze zu berücksichtigen:
  - a) die Festlegung der Hintergrundwerte beruht auf der gemäß Artikel D.17-1 § 2 durchgeführten Charakterisierung der Grundwasserkörper sowie auf den Ergebnissen der gemäß Punkt II des Anhangs IV des verordnungsrechtlichen Teils durchgeführten Überwachung. Bei der Überwachungsstrategie und der Auslegung der Daten wird berücksichtigt, dass die Strömungsbedingungen und die chemischen Eigenschaften des Grundwassers sowohl seitliche als auch vertikale Unterschiede aufweisen;
  - b) liegen nur begrenzte Daten über die Überwachung von Grundwasserkörpern vor, sollten mehr Daten erhoben und, bis diese vorliegen, sollten die Hintergrundwerte auf der Grundlage dieser begrenzten Überwachungsdaten bestimmt werden, gegebenenfalls nach einem vereinfachten Verfahren anhand von Teilproben, für die Indikatoren keine Beeinflussung durch menschliche Aktivitäten zeigen. Informationen über geochemische Übertragungen und Prozesse sollten, soweit vorhanden, ebenfalls berücksichtigt werden;
  - c) soweit die vorliegenden Daten über die Grundwasserüberwachung unzureichend und die Informationen über geochemische Übertragungen und Prozesse unzulänglich sind, sollten mehr Daten und Informationen erhoben werden und, bis diese vorliegen, sollten Hintergrundwerte geschätzt werden, gegebenenfalls auf Basis statistischer Bezugswerte für dieselbe Art von Aquiferen in anderen Gebieten, für die ausreichend Überwachungsdaten vorliegen;
4. Die Festlegung der Schwellenwerte sollte durch einen Kontrollmechanismus für die erhobenen Daten unterstützt werden, der auf einer Bewertung der Datenqualität, auf analytischen Erwägungen und auf Hintergrundwerten für Stoffe, die sowohl natürlicherweise als auch infolge menschlicher Tätigkeiten auftreten können, basiert.
5. Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, berücksichtigt die Gesamtheit dieser Leitlinien in jedem Entwurf eines Bewirtschaftungsplans der wallonischen Einzugsgebiete und überprüft die Kohärenz der Schwellenwerte anhand des Systems zur Bewertung der Qualität des Grundwassers SEQEso.;

4° in Ziffer 1° des Punktes III des Teils B wird das Satzzeichen "." durch die Wörter "Nitrite, Gesamtphosphor / Phosphate (nach Wahl).";

5° Punkt IV des Teils B wird durch Folgendes ersetzt:

#### **" IV. Vorzulegende Informationen zu den Schadstoffen und ihren Indikatoren, für die Schwellenwerte festgelegt wurden**

In den gemäß Artikel D.24 vorgelegten Bewirtschaftungsplänen für die Einzugsgebiete wird zusammengefasst, wie das in Teil B., II dieses Anhangs genannte Verfahren angewandt wurde.

Der Bewirtschaftungsplan enthält insbesondere folgende Informationen:

- a) Angaben zu den einzelnen als gefährdet eingestuften Grundwasserkörpern oder Gruppen von Grundwasserkörpern, die unter anderem Folgendes umfassen:
  - i) die Größe der Wasserkörper;
  - ii) die Schadstoffe und Verschmutzungsindikatoren, die zur Einstufung als gefährdete Grundwasserkörper beitragen;



iii) die Umweltqualitätsziele, auf die sich die Einstufung bezieht, einschließlich der tatsächlichen oder potenziellen legitimen Nutzungszwecke oder Funktionen des Grundwasserkörpers, sowie das Verhältnis zwischen den Grundwasserkörpern und den verbundenen Oberflächengewässern und unmittelbar abhängigen terrestrischen Ökosystemen;

iv) im Falle natürlich vorkommender Stoffe: die entsprechenden natürlichen Hintergrundwerte in den Grundwasserkörpern;

v) Angaben zu den Überschreitungen, soweit Schwellenwerte überschritten werden.

b) Angaben zu den Schwellenwerten, die auf nationaler Ebene, auf Ebene der Flussgebietseinheit oder des auf dem wallonischen Gebiet gelegenen Teils der internationalen Flussgebietseinheit oder auf Ebene der einzelnen Grundwasserkörper oder Gruppen von Grundwasserkörpern gelten;

c) Angaben zum Verhältnis zwischen den Schwellenwerten und:

i) den beobachteten Hintergrundwerten im Falle natürlich vorkommender Stoffe;

ii) den verbundenen Oberflächengewässern und unmittelbar abhängigen terrestrischen Ökosystemen;

iii) den Umweltqualitätszielen und anderen Gewässerschutznormen, die auf nationaler Ebene, Unionsebene oder internationaler Ebene bestehen;

iv) etwaigen relevanten Informationen über Toxikologie, Ökotoxikologie, Persistenz, Bioakkumulationspotenzial und Dispersionsneigung der Schadstoffe;

d) Angaben zu der Methode zur Bestimmung von Hintergrundwerten nach den Grundregeln in Punkt 3 des Teils B., II des vorliegenden Anhangs;

e) eine Begründung für den Fall, dass keine Schwellenwerte für einen Schadstoff oder Indikator gemäß Teil B., III des vorliegenden Anhangs bestimmt wurden;

f) Schlüsselangaben zur Beurteilung des chemischen Zustands des Grundwasserkörpers, einschließlich der Ebene, der Methode und des Aggregationszeitraums für die Überwachungsergebnisse, der Definition des akzeptablen Ausmaßes einer Überschreitung sowie der Methode für seine Berechnung gemäß Teil C. I. Ziffer 3<sup>o</sup> a und Teil C. II 3. des vorliegenden Anhangs.

Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, liefert die in den Punkten a) bis f) erwähnten Daten.

Werden die Angaben gemäß den Punkten a) bis f) nicht in die Bewirtschaftungspläne für die Einzugsgebiete einbezogen, so muss die Einzugsgebietsbehörde dies in den Plänen selbst begründen.<sup>2</sup>.

**Art. 6 -** Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Februar 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/201185]

**25 FEBRUARI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en betreffende de drempelwaarden die toegepast worden bij de beoordeling van de kwaliteit van de grondwaterlichamen**

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikelen D. 6-1, ingevoegd bij het decreet van 13 oktober 2011, D. 19, § 1, D.24, § 1 en D.173;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, artikel D.8, § 3;

Gelet op het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het advies van de Wateradviescommissie, gegeven op 30 september 2015;

Gelet op het advies nr. 58.720/4 van de Raad van State, gegeven op 18 januari 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport over de evaluatie van de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen;

Overwegende dat technische aanpassingen aangebracht moeten worden aan de criteria op grond waarvan de kwaliteit van de grondwaterlichamen wordt beoordeeld;

Overwegende dat nieuwe dreigingen voor de kwaliteit van de grondwateren zich voorgedaan hebben in de loop van de eerste cyclus van de beheersplannen voor de Waalse stroomgebieden die aangenomen werden overeenkomstig de artikelen D. 24 en volgende van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en dat die dreigingen aangepakt moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijn 2014/80/EU van de Commissie van 20 juni 2014 tot wijziging van bijlage II bij Richtlijn 2006/118/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging en achteruitgang van de toestand wordt omgezet bij dit besluit, waarbij ook de toe te passen criteria en regels voor de beoordeling van de kwaliteit van de grondwaterlichamen herzien en aangevuld worden met het oog op de tweede plannen voor het beheer van de stroomgebiedsdistricten.

**Art. 2.** Artikel R.43ter-3 van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009, wordt gewijzigd als volgt :

1<sup>o</sup> onder 1<sup>o</sup> worden de woorden « deel A I. » vervangen door de woorden « deel A »;

2° onder 2° worden de woorden « die in bijlage XIV, deel A II., worden vermeld en » geschrapt en wordt de volgende zin ingevoegd : « Als die drempelwaarden niet vastgelegd worden door de stroomgebiedsautoriteit, worden ze geacht identiek te zijn aan de criteriawaarden opgesomd in bijlage XIV, deel B I. ».

**Art. 3.** Artikel R.165, § 2, 2°, van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt vervangen als volgt :

« 2° als de Minister vaststelt dat de concentratie werkzame stoffen in bestrijdingsmiddelen, met inbegrip van de omzettings-, afbraak- en reactieproducten daarvan, toeneemt en, in jaarlijks gemiddelde, in de ontvangende wateren hoger is dan :

- 30 % van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd per individuele stof, of

- 30 % van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd voor het geheel van de stoffen, of

- 30 % van de drempelwaarden van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 2°,

Laat hij onmiddellijk een onderzoekscontrole voeren ten einde de overschrijding vast te stellen en de oorzaak ervan te bepalen. Als die overschrijding te wijten is aan praktijken die niet voldoen aan één of meer bestaande wetgevingen, neemt hij de maatregelen tot naleving ervan. Als de overschrijding niet te wijten is aan de niet-naleving van een wettelijke verplichting, kan de Minister, in overleg met de betrokken sectoren, gepaste begeleidings- en aansporingsmaatregelen voorstellen ter wijziging van sommige landbouw-, huishoudelijke en andere praktijken om de verspreiding van bestrijdingsmiddelen in de grondwateren te beperken totdat de gehalten gedaald zijn onder 30 % van de kwaliteitsnormen of drempelwaarden van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3 en sinds minstens vijf jaar op dat niveau gehandhaafd worden. De voorgestelde maatregelen zijn evenredig en integreren het resultaat van een beoordeling van hun sociaal-economische effecten op de betrokken sectoren.

Bij gebrek aan bijzondere nadere bepaling zijn de in lid 1 bedoelde maatregelen van toepassing binnen een termijn van één jaar, met ingang op de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

Als de Minister vaststelt dat de concentratie werkzame stoffen in bestrijdingsmiddelen, met inbegrip van de omzettings-, afbraak- en reactieproducten daarvan, in jaarlijks gemiddelde, in de ontvangende wateren hoger is dan :

- 75 % van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd per individuele stof, of

- 75 % van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, wat betreft de waarde vastgelegd voor het totaal van de stoffen, of

- 75 % van de drempelwaarden van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, 2°,

treft hij, na onderzoekscontrole en in overleg met de betrokken sectoren, strakkere maatregelen waarbij rekening wordt gehouden met de agronomische eisen gaande van het verbod van toepassing op de betrokken bestrijdingsmiddelen ten einde de verspreiding van bestrijdingsmiddelen in de grondwateren te voorkomen totdat de gehalten opnieuw gedaald zijn onder 75 % van de kwaliteitsnormen en drempelwaarden van de grondwateren bedoeld in artikel R.43ter-3, en sinds minstens vijf jaar op dat niveau gehandhaafd worden.

Bij gebrek aan bijzondere nadere bepaling zijn de in lid 3 bedoelde maatregelen van toepassing binnen een termijn van één jaar, met ingang op de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

**Art. 4.** In bijlage XI bij het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het gedeelte van de tabel betreffende de extraheerbare metalen wordt tussen de lijn « Chroom » en de lijn « Koper » volgende lijn ingevoegd :

	3610	Hexavalent chromium (als [Cr totaal] > 5 µg/l)	Cr6+	µg/l	1
--	------	------------------------------------------------	------	------	---

2° het gedeelte van de tabel betreffende de pesticiden wordt vervangen als volgt :

Pesticiden en metabolieten ervan :					
	4421	2,4-2,4-dichloor- fenoxycetaat	2,4-D	ng/l	25
	4483	2,6 - dichlorobenzamide	BAM	ng/l	50
	4418	2-methyl, 4-chloor- fenoxycetaat	MCPA	ng/l	25
	4403	Atrazine		ng/l	25
	4426	Bentazon		ng/l	25
	4416	Bromacil		ng/l	25
	4427	Chlooridazon*		ng/l	25
	4618	Chlooridazon desfenyl**	MET-B	ng/l	100
	4497	Chlorothalonil ESA**	VIS-01	ng/l	100
	4411	Chloortoluron		ng/l	25
	4436	Deisopropyl Atrazine		ng/l	45
	4404	Desethyl Atrazine		ng/l	25
	4408	Diuron		ng/l	25
	4442	Endosulfan*		ng/l	2
	4433	Glyfosaat*		ng/l	50
	4410	Isoproturon		ng/l	25
	4401	Lindaan*		ng/l	10

Pesticiden en metabolieten ervan :					
	4499	Metazachloor ESA**	BH479-4	ng/l	100
	4622	S-Metolachloor*		ng/l	25
	4620	Metolachloor ESA**	CGA354743	ng/l	100
	4407	Metribuzin		ng/l	25
	4405	Simazine		ng/l	25
	4435	Terbutylazine		ng/l	25

3° onder de tabel wordt na de nota « \*uitsluitend voor het oppervlaktewater » een tweede nota ingevoegd, luidend als volgt : « \*\*uitsluitend in het oppervlaktewater en vanaf een datum vastgelegd door de Minister in de loop van 2017 ».

**Art. 5.** In bijlage XIV bij het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° deel A wordt gewijzigd als volgt :

- het opschrift « Kwaliteitscriteria van het grondwater » wordt vervangen door het opschrift « Kwaliteitsnormen voor het grondwater »;

- het opschrift « I. Kwaliteitsnormen van het grondwater » wordt geschrapt;

- het geheel van punt II, met het opschrift « II. Drempelwaarden die voor het grondwater van toepassing zijn » wordt geschrapt;

2° punt I van deel B wordt gewijzigd als volgt :

- 3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt : « § 2. De drempelwaarden worden vastgelegd op het niveau van het gedeelte van het internationale stroomgebiedsdistrict gelegen op het Waalse grondgebied of op het niveau van een grondwaterlichaam of van een bijzondere groep van grondwaterlichamen »;

- 2° er wordt een paragraaf 6 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De drempelwaarden worden vastgelegd op grond van de waarden van de criteria die in aanmerking genomen worden voor de beoordeling van de kwaliteit van het grondwater en die in onderstaande tabel opgenomen zijn :

« Waarden van criteria die toepasselijk zijn in Wallonië :

Polluenten van natuurlijke of antropogene oorsprong :	Hoofdcriterium	Waarde
Arsenicum*	Menselijke gezondheid (drinkwater)	10 µg/l
Cadmium	Bescherming van de ecosystemen	3 µg/l
Chroom VI (hexavalent)	Menselijke gezondheid (drinkwater)	9 µg/l
Koper	Bescherming van de ecosystemen	100 µg/l
Kwik	Menselijke gezondheid (drinkwater)	1 µg/l
Nikkel*	Menselijke gezondheid (drinkwater)	20 µg/l
Lood	Menselijke gezondheid (drinkwater)	10 µg/l
Zink	Bescherming van de ecosystemen	200 µg/l
Ammonium (NH <sub>4</sub> )*	Menselijke gezondheid (drinkwater)	0,5 mg/l
Chloriden	Voorzorgsbeginsel	150 mg/l
Totale cyaniden	Menselijke gezondheid (drinkwater)	50 µg/l
Nitraten (waterlichamen RWM100, RWR101, RWM102 en RWM103)	Bescherming van de ecosystemen	25 mg/l
Nitrieten (NO <sub>2</sub> )	Menselijke gezondheid (drinkwater)	0,1 mg/l
Totaal fosfor (P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> )	Bescherming van de ecosystemen	1,15 mg/l
Totaal fosfor (waterlichamen RWM100, RWR101, RWM102 en RWM103)	Bescherming van de ecosystemen (eutrofiëring van de waterlopen)	0,46 mg/l
Sulfaten*	Menselijke gezondheid (drinkwater)	250 mg/l
<b>Kunststoffen bevestigd als verontreinigende stoffen :</b>		

2,6-dichlorobenzamide (BAM)	Voorzorgsbeginsel	0,5 µg/l
Chlorothalonil ESA (metabooliet VIS-01)	Voorzorgsbeginsel	1,5 µg/l
Metazachloor ESA (vorm sulfonzuur)	Voorzorgsbeginsel	1,5 µg/l
Methyl-terbuthylether (MTBE)	Voorzorgsbeginsel	30 µg/l
Tetrachlooretheen	Menselijke gezondheid (drinkwater)	4 µg/l
Trichlooretheen	Menselijke gezondheid (drinkwater)	7 µg/l
1,2-Dichlooretheen	Voorzorgsbeginsel	5 µg/l
Vinylchloride	Bescherming van de ecosystemen	0,25 µg/l

Nota's :

1. Wat betreft de parameters met een \*, kan de drempelwaarde voor bepaalde grondwaterlichamen verhoogd worden om rekening te houden met de referentieconcentratie als ze hoger is dan de criteriumwaarde;

2. Wat betreft de parameters waarvan het in aanmerking genomen criterium de menselijke gezondheid is, kan de drempelwaarde die op de drinkwaterwinningen toepasselijk is verlaagd worden om te beschikken over een veiligheidsmarge ter voorkoming van elke overschrijding van de parametrische waarden die toepasselijk zijn op het water bestemd voor menselijk verbruik;

3. Wat betreft de parameters waarvan het in aanmerking genomen criterium de bescherming van de ecosystemen is, kan de drempelwaarde slechts voor bepaalde grondwaterlichamen aangepast worden als zulks gewettigd kan worden door specifieke overwegingen betreffende de chemische en ecologische toestand van de verenigde grondwateren alsook door de integriteit van de afhankelijke landecosystemen;

4. Wat betreft de parameters waarvan het in aanmerking genomen criterium het voorzorgsbeginsel is, is de drempelwaarde die toepasselijk is op elk grondwaterlichaam identiek aan de criteriumwaarde;

5. De drempelwaarden betreffende de metalen slaan op het extraheerbare metaal, m.a.w. gemeten aan de hand van een ongefilterd monster, aangezuurd bij pH <2;

6. Voor de metalen en de parameters "nitraten", "chloriden" en "sulfaten" mag de meetonzekerheid (k=2) niet hoger zijn dan 25 % van de drempelwaarde. »;

3° punt II van deel B wordt vervangen als volgt :

#### « II. Richtsnoeren tot vastlegging van drempelwaarden

De stroomgebiedsautoriteit bepaalt voor alle verontreinigende stoffen en indicatoren van verontreiniging de drempelwaarden op grond waarvan, conform de analyse van de kenmerken krachtens artikel D.17, §§ 1 en 7, wordt vastgesteld dat grondwaterlichamen of groepen grondwaterlichamen het gevaar lopen geen goede chemische toestand van het grondwater te bereiken.

De drempelwaarden worden zodanig vastgesteld dat, mochten de monitoringresultaten in een representatief monitoringpunt de drempelwaarden overschrijden, dit wijst op een risico dat niet is voldaan aan één of meer van de voorwaarden voor een goede chemische toestand van het grondwater als bedoeld in deel C I., 3°, b), c) en d) van deze bijlage.

Bij het vaststellen van drempelwaarden neemt de stroomgebiedsautoriteit de volgende richtsnoeren in acht :

1. De vaststelling van de drempelwaarden moet gebaseerd zijn op :

a) de mate waarin de interacties tussen het grondwater en de daarmee verband houdende aquatische ecosystemen en de afhankelijke terrestrische ecosystemen plaatsvinden;

b) de mate waarin het wetmatige gebruik of de wetmatige functie van grondwater in het heden of in de toekomst gehinderd wordt;

c) alle verontreinigende stoffen die de ondergrondse waterlichamen als risicovol beschouwen, waarbij de minimumlijst omschreven onder punt III in aanmerking genomen wordt;

d) de hydrogeologische kenmerken, met inbegrip van de informatie over de achtergrondniveaus en de hydrologische balans.

2. De bepaling van de drempelwaarden gebeurt rekening houdend met de oorsprong van de verontreinigende stoffen en met de eventuele natuurlijke aanwezigheid, met de toxicologie en het verspreidingsprofiel, het voortbestaan en de potentiële bioaccumulatie van die verontreinigende stoffen.

3. Telkens als der hoge achtergrondniveaus van stoffen of ionen of de indicatoren ervan geregistreerd worden om natuurlijke hydrogeologische redenen, worden die achtergrondniveaus van het betrokken grondwaterlichaam bij de vaststelling van de drempelwaarden in rekening gebracht. Bij de bepaling van de achtergrondniveaus worden de volgende beginselen in aanmerking genomen :

a) de vastlegging van de achtergrondniveaus berust op de karakterisering van de grondwaterlichamen uitgevoerd krachtens artikel D.17-1, § 22, alsook op de resultaten van de monitoring verricht overeenkomstig punt II van bijlage IV bij het regelgevend gedeelte. de monitoringstrategie en de interpretatie van de gegevens houden rekening met het feit dat de stroomomstandigheden en de chemische eigenschappen van de grondwateren zowel met laterale als met verticale variaties te maken hebben;

b) als te weinig gegevens m.b.t. de monitoring van de grondwateren beschikbaar zijn, is het geboden meer gegevens in te zamelen en, ondertussen, de achtergrondniveaus op grond van die beperkte monitoringgegevens vast te leggen, desgevallend aan de hand van een vereenvoudigde methode die gebruik maakt van een kleiner geheel van monsters waarvoor de indicatoren geen invloed van de menselijke activiteit aan het licht brengen. Er moet ook rekening worden gehouden met de gegevens over de overplaatsingen en de geochemische processen, als ze beschikbaar zijn;

b) in geval van onvoldoende gegevens m.b.t. de monitoring van de grondwateren en van beperkte informatie over de overplaatsingen en geochemische processen, is het geboden meer gegevens en informatie in te zamelen en, ondertussen, een raming van de achtergrondniveaus te maken, desgevallend op grond van statistische referentieresultaten voor hetzelfde type grondwateren gelegen in andere gebieden waarvoor voldoende monitoringgegevens voorhanden zijn;

4. De vastlegging van de drempelwaarden wordt ondersteund door een mechanisme voor de controle van de ingezamelde gegevens, op grond van de beoordeling van de kwaliteit van de gegevens, de analytische overwegingen alsook de bodemniveau voor de stoffen die zowel op natuurlijke wijze aanwezig kunnen zijn en als uit menselijke activiteiten kunnen voortvloeien.

5. Het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, houdt rekening met het geheel van die richtsnoeren in elk ontwerp van plan voor het beheer van de Waalse stroomgebieden en verifieert de samenhang van de drempelwaarden met behulp van het systeem voor de beoordeling van de kwaliteit van het grondwater SEQESo. »;

4° onder punt 1° van punt III van deel B., wordt het leesteken « . » vervangen door de woorden « , Nitrieten, Totaal fosfor / Fosfaten (naar keuze). »;

5° punt IV van deel B wordt vervangen als volgt:

« IV. Te verstrekken informatie over de verontreinigende stoffen en de desbetreffende indicatoren waarvoor drempelwaarden zijn vastgesteld.

De plannen voor het beheer van de Waalse stroomgebieden, opgemaakt overeenkomstig artikel D.24, bevatten informatie over de wijze waarop de procedure omschreven in deel B.II van deze bijlage is toegepast.

Het beheersplan bevat meer bepaald :

a) gegevens over elk grondwaterlichaam of elke groep van grondwaterlichamen dat/die als gevaar lopend is/zijn aangemerkt,, met minimum de volgende gegevens :

i) de omvang van de waterlichamen;

ii) elke verontreinigende stof of verontreinigingsindicator die de grondwaterlichamen als risicovol karakteriseert;

iii) de milieukwaliteitsdoelstellingen waarmee het risico gepaard gaat, met inbegrip van de rechtmatige gebruiken of functies van het grondwaterlichaam, ongeacht of ze reël of potentieel zijn, en de relaties tussen de grondwaterlichamen en de bijbehorende oppervlaktewateren en daarvan rechtstreeks afhankelijke terrestrische ecosystemen en;

iv) in het geval van natuurlijk voorkomende stoffen, de natuurlijke achtergrondconcentratie daarvan in het grondwaterlichaam;

v) informatie over de overschrijdingen als de drempelwaarden overschreden worden.

b) de drempelwaarden, ongeacht of ze toegepast worden op regionaal niveau, op het niveau van het stroomgebiedsdistrict, op het gedeelte van het internationale stroomgebiedsdistrict gelegen op het Waalse grondgebied of op het niveau van een grondwaterlichaam of van een bijzondere groep van grondwaterlichamen;

c) de relatie tussen de drempelwaarden en elk van de volgende elementen:

iv) in het geval van natuurlijk voorkomende stoffen, de waargenomen achtergrondniveaus;

ii) de bijbehorende oppervlaktewateren en daarvan rechtstreeks afhankelijke terrestrische ecosystemen;

iii) de doelstellingen inzake leefmilieukwaliteit en de overige waterbeschermingsnormen van kracht op nationaal niveau, op het niveau van de Unie of op internationaal niveau;

iv) elke relevante informatie betreffende de toxicologie, de ecotoxicologie, de persistentie, het vermogen tot bioaccumulatie en de dispersie-eigenschappen van de verontreinigende stoffen;

d) de methode tot bepaling van de achtergrondniveaus die berust op de beginselen vermeld onder punt 3 van deel B., II, van deze bijlage;

e) de redenen van het gebrek aan drempelwaarden voor de verontreinigende stoffen en indicatoren vermeld in deel B., III, van deze bijlage;

f) de voornaamste elementen ter beoordeling van de chemische toestand van het grondwater, met, minimum, het niveau, de methode en de periode van erkenning van de monitoringresultaten, de bepaling van de aanvaardbare draagwijdte van de overschrijding en de berekeningsmethode ervan, overeenkomstig deel C., I., 3°, a., en deel C., II, 3., van deze bijlage.

Het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, verstrekt de gegevens bedoeld onder de punten a) tot f).

Als geen enkel van de gegevens bedoeld onder de punten a) tot f) voorkomt in de plannen van beheer van de stroomgebiedsdistricten, motiveert de stroomgebiedsautoriteit het gebrek aan gegevens in bedoelde plannen. ».

**Art. 6.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO